



Rapport moral 2010

Il est tentant de chercher dans les analyses publiées et dans les événements du monde des justifications de ses propres analyses et de son action. Certes, le risque est réel de ne considérer que celles et ceux qui plaisent. Cependant, si l'analyse, plus élaborée, stimule la réflexion et si l'événement peut donner un nouvel élan à l'action, il vaut de s'y attarder.

Comité français pour la
solidarité internationale

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr

CCP 2327 K Paris
Association reconnue
d'utilité publique

L'analyse est celle que propose le *Rapport sur le Commerce et le Développement 2010* de la CNUCED sur l'inflexion nécessaire des politiques de développement. Selon ce rapport, le chômage est devenu le problème économique et social le plus urgent de notre temps : dans de nombreux pays le taux de chômage a atteint son niveau le plus élevé depuis quarante ans. Dès lors qu'il « est improbable qu'aucun autre pays ou ensemble de pays puissent assumer le rôle de moteur de la croissance que jouaient les Etats Unis », il devient nécessaire de mettre l'accent sur une croissance tirée par la demande intérieure. Comme le secteur moderne est le plus souvent trop faible pour créer une demande suffisante et absorber le surplus de main d'œuvre, il faut assurer « que les revenus s'élèvent aussi dans le secteur agricole en accroissant les prix des produits agricoles au rythme des salaires dans le secteur formel ». Et de conclure : « Ceci peut inviter à repenser les paradigmes d'un développement tiré par l'exportation et basé sur le bas coût de la main d'œuvre ».

La logique de la Charte du CFSI se trouve confortée par l'analyse théorique assez poussée développée dans ce rapport qui étaye entre autre la convergence d'intérêts entre urbains et ruraux que le CFSI peinait à argumenter.

L'événement est bien entendu celui qui a fait oublier tous les autres événements de 2010, le début du printemps arabe. Le fait que les manifestations se soient développées pour demander le respect des droits de l'homme est un fort encouragement au CFSI pour qu'il fasse du droit à l'alimentation un cheval de bataille. Le tournant avait déjà été pris, il s'est trouvé justifié en même temps qu'une première réponse était apportée à la lancinante question sur la bonne manière de tirer parti de ce droit. D'abord, en le faisant connaître et en l'expliquant de manière à ce qu'il « donne du pouvoir » aux citoyens, ensuite, en rappelant aux décideurs que le respect des droits de l'homme est une responsabilité qui ne s'exerce pas seulement au niveau national, mais aussi mondial.

Le deuxième encouragement pour le CFSI vient de ce que ce printemps est l'œuvre de la société civile, inorganisée et organisée. La société civile organisée est vite devenue essentielle pour canaliser les revendications et servir d'interlocuteur aux autorités de transition. L'option prise par le CFSI de renforcer les organisations de la société civile, dans le milieu paysan, puis au delà, afin qu'elle puisse dialoguer efficacement avec les autorités est dans cette perspective particulièrement pertinente.

Dans le passage d'un régime autoritaire à la démocratie, surtout lorsqu'il y a eu violences et tortures à l'encontre de la population, il n'est pas de recette pour combiner au mieux vérité, justice, réconciliation et pardon de même qu'il n'en est pas pour répondre à tous les besoins qui se sont exprimés et dépassent, bien évidemment, les possibilités. Seuls sont utiles l'écoute et la capacité d'apporter le



PRIX 2007 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "INFORMATION DU PUBLIC
SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT" POUR LE
PROGRAMME ALIMENTAIRE.

PRIX 2001 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET
FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT"
POUR LE PROJET KAFO JIGINEW,
LA BANQUE DES PAYSANS AU MALI.

DURABLEMENT CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETÉ

témoignage d'autres expériences : Afrique du Sud, Cambodge, Chili, Espagne, Rwanda, ex Yougoslavie, ... Le CFSI dans les PCPA a appris à écouter, il sait capitaliser dans chacun de ses programmes les leçons de l'expérience. Il pourrait exercer ce talent à la transition vers la démocratie.

Droit à l'alimentation, vigueur de la société civile, création d'emploi et développement d'une économie au service de l'homme qui viennent d'être évoqués sont au cœur du travail de réflexion que le CFSI a engagé afin que l'Assemblée générale de 2012 décide des orientations 2013-2015. Dans les domaines Agriculture et alimentation (A&A) et Société civile et participation (SCP), ce travail s'appuie sur une solide expérience et de nombreux exercices de capitalisation. La base est plus incertaine pour l'Economie sociale et solidaire (ESS), c'est pourquoi le conseil de direction a demandé qu'une association de conseil accompagne la réflexion.

Je suis confiant dans les futurs résultats des travaux sur AEA, SCP et ESS en constatant que le conseil de direction, le Bureau, plusieurs de nos membres et le Secrétariat s'y impliquent avec sérieux, liberté et un certain plaisir. J'y vois une illustration de la densification du travail collectif de la famille du CFSI, qui donne son sens à ce que nous nous soyons organisés en plate-forme de concertation et d'action.

Yves Berthelot
Président
10 juin 2011